



Le N°3 D'HISTOIRE ET SOCIÉTÉS - REVUE EUROPÉENNE D'HISTOIRE SOCIALE dont le dossier porte sur « L'homosexualité à l'épreuve des représentations » vient de sortir. Les deux premiers numéros étaient consacrés à la modernisation de l'Europe dans les années 1920 et à l'histoire du XIX^e siècle en Europe. Cette jeune revue d'histoire, ouverte aux sciences sociales, se veut volontairement comparatiste et cherche à développer les échanges entre chercheurs européens.

Entretien avec J.-F. Wagniard, président de l'association « Groupe d'histoire sociale »

Comment s'est créée la Revue d'histoire sociale ?

À l'origine de la revue, on trouve le Groupe d'histoire sociale rassemblant des jeunes chercheurs en sciences humaines. Ce groupe s'est constitué en 1996-1997 autour d'un cycle de conférences, de débats et de la publication d'un ouvrage résolument comparatiste *L'histoire sociale de l'Europe* (Seli Arslan, 1997) qui a permis d'établir des contacts avec des chercheurs étrangers s'intéressant aux questions sociales. L'édition d'une revue nous paraissait le

meilleur moyen de tenter de remédier à la crise de l'histoire sociale, favoriser la réflexion sur la mise en œuvre d'approches globales et permettre la confrontation des réflexions et des pratiques de recherche en sciences sociales. Le partenariat avec *Alternatives économiques* et l'appui de la MGEN ont permis de rendre viable ce projet de revue trimestrielle dans des conditions d'édition professionnelle.

Quelles sont les particularités de cette revue ?

Outre la volonté d'être abordable pour un large public s'intéressant aux questions sociales tout en gardant une exigence scientifique forte, trois caractéristiques permettent de définir l'originalité de la revue. D'abord, il s'agit de développer une approche européenne, systématiquement comparatiste. Ensuite, la revue cherche à mettre en œuvre des approches globales et pluridisciplinaires dans le domaine des sciences humaines. Enfin, elle veut participer à une meilleure connaissance des historiographies

nationales des pays européens en développant une collaboration entre chercheurs et en créant des liens et des échanges avec d'autres revues d'histoire.

Comment se présente-t-elle ?

La revue est composée d'un dossier de quatre à cinq articles et de trois rubriques comportant chacune un article (Travail, Biographie et groupe social, Image). La rubrique « Travail » s'intéresse aux débats qui nous paraissent au centre de la pratique des historiens du social mais aussi des

sociologues. Celle qui est consacrée à « Biographie et groupe social » met en relief les histoires individuelles porteuses d'identité collective. La rubrique « Image » présente l'analyse de la réalité sociale dans la photographie, le cinéma, les arts graphiques, plastiques ainsi que dans les œuvres littéraires. La revue comprend également des comptes rendus de livres publiés en Europe. Au centre, on trouve un cahier de 16 pages en couleur avec des images illustrant le dossier, les rubriques ou l'actualité sociale et culturelle européenne.

Quels sont les dossiers prévus ?

Quatre dossiers sont dès à présents prévus : les experts du social, la fée électricité en conflit, les Etats sociaux et guerre et changement social. Au-delà de la grande variété du sujet, il est très important d'associer les autres groupes européens à la gestion des dossiers (et des rubriques). Pour le n°6 (les Etats sociaux), ce seront les Italiens qui auront la responsabilité du dossier.

Quels sont les projets de l'association ?

Ils sont nombreux. L'édition de la revue est une étape importante pour permettre le développement d'études en histoire sociale dans le cadre européen. Elle favorise la mise en œuvre de nouveaux projets comme un colloque sur l'histoire du XIX^e siècle en Europe, la participation à la commémoration du centenaire du ministère du Travail en France ou l'organisation de rencontres européennes sur la mutualité en collaboration avec la MGEN. Enfin, en favorisant la création d'un site Internet et en aidant à la création et au renforcement de groupes européens, l'association travaille beaucoup pour permettre la diffusion d'informations et pour créer des lieux d'échanges entre chercheurs européens. ■

ABONNEMENT
Par téléphone au :
03 80 48 10 40

De la société dans les programmes d'histoire-géographie

Les programmes actuellement en vigueur au collège et au lycée font très peu de place à la compréhension de la société et des sociétés. C'est une des critiques essentielles que le SNES a formulées depuis leur mise en chantier ; cela a été aussi une remarque constante des professeurs d'histoire-géographie lors des consultations successives sur les programmes depuis 1994, ou lors des stages que nous avons organisés. En histoire, l'étude du politique, du culturel, du religieux, est très largement dominante, au détriment du social déconnecté de ces dimensions. La géographie n'intègre pas la dimension sociale : on étudie des populations, mais non la construction et le vécu d'espaces et de territoires par les sociétés et les acteurs sociaux. Seul le programme de géographie de Seconde affiche cette dimension comme un des objectifs principaux de compréhension des phénomènes géographiques. L'étude des rapports sociaux est absente du XVIII^e siècle et de la période révolutionnaire en Seconde, d'où les difficultés rencontrées par les enseignants pour enseigner cet événement et cette période. Effacement identique du programme de Cinquième qui fait l'impasse quasi complète sur les rapports sociaux au Moyen Age, malgré l'intitulé. Lorsqu'une approche de la société est proposée, c'est essentiellement en termes de « conséquences ou d'effets » – des phénomènes industriels au XIX^e siècle ou de la « croissance économique et de l'évolution démographique » après 1945 – ou de simples rappels. Les repères spatiaux et temporels du collège ne portent jamais sur des aspects sociaux. Les sociétés autres qu'européennes sont toujours vues sous l'angle de « civilisations ». En outre, la dimension sociale est quasiment tou-

jours déconnectée des autres dimensions. Les programmes du lycée sont à cet égard révélateurs : on distingue d'une part l'économique et le social toujours liés ; d'autre part le politique, ou d'autres dimensions.

Au bout du compte les recherches récentes et en cours en histoire sociale – ou en géographie – sont niées, comme l'a si bien avoué un des rédacteurs des programmes du collège, qui, fortement agacé par les remarques du représentant du SNES sur ce point, affirma lors d'un Conseil supérieur de l'Education, que si l'histoire sociale avait si peu de place dans les programmes, c'est parce qu'elle n'était plus à l'ordre du jour à l'Université. Or la nouvelle revue ici présentée montre clairement la vitalité de ce domaine de recherche. L'histoire sociale n'est-elle pas à l'ordre du jour de l'Université, ou bien l'Université en tant qu'institution, refuse-t-elle cette dimension de l'histoire et ceux qui la portent ?

Toujours est-il qu'aucune réflexion n'est menée sur la manière dont on pourrait introduire dans les programmes du secondaire des approches nouvelles construites par la recherche sur les dimensions sociales du monde. La remarque pourrait être identique en géographie : l'exemple du programme de Seconde – y compris avec certaines insuffisances – n'a pas fait école.

Le SNES a toujours défendu une pluralité de finalités et d'objets pour l'enseignement de l'histoire et de la géographie : travailler sur la société et le social est une des dimensions de formation civique et critique constitutives de nos enseignements. Nos disciplines doivent travailler sur les sociétés et sur les relations complexes entre individus-sociétés-pouvoirs-espaces sans déterminisme étroit. les approches culturelles, techniques, scientifiques, artistiques... prenant toute leur place dans ces relations et les nourrissant. Quelles sont les formes du collectif (groupe, classe, nation, région...), comment dessiner les rapports sociaux, les modèles de domination sociale... dans une société donnée ? Comment telle ou telle société pense-t-elle, représente-t-elle, aménage-t-elle son espace, dans quels rapports de force ? Comment a-t-elle réglé les problèmes qui se sont posés à elle au cours de son histoire, dans quelles circonstances, dans quelles tensions, par quels choix – en n'oubliant pas ce qui a été abandonné, contrarié, ce qui a été utopie – pour quels projets... ? Quelles représentations – politiques, culturelles... – sont en jeu à tel ou tel instant de l'histoire ? Repréciser ainsi l'objet de l'histoire et de la géographie, donner toute sa place à la notion de société, travailler le rapport entre l'initiative des acteurs et la complexité du réel qui ouvre des possibles, mais ne rend pas tout possible, permettrait aux jeunes qui sont ou vont devenir des adultes, des travailleurs, des citoyens, de se situer eux-mêmes comme acteurs. ■

Hélène Latger
Dominique Comelli

